

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Boisbriand _____

Code géographique : 73005 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lisette Dussault , atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Boisbriand pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,

(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-11 .

(Date)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2018-04-23

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Boisbriand et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Boisbriand et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Boisbriand inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2018-04-23

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations	
		2017	2016
Revenus			
Taxes	1	52 181 096	52 142 911
Compensations tenant lieu de taxes	2	830 417	829 203
Quotes-parts	3		
Transferts	4	3 545 876	2 716 816
Services rendus	5	3 877 755	3 670 356
Imposition de droits	6	3 179 661	2 909 650
Amendes et pénalités	7	2 126 581	3 380 117
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	630 084	602 301
Autres revenus	10	285 630	360 383
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11	55 847	53 247
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	66 712 947	66 664 984
Charges			
Administration générale	14	8 859 191	10 226 520
Sécurité publique	15	14 654 067	11 804 508
Transport	16	11 830 521	12 652 620
Hygiène du milieu	17	13 300 110	13 275 133
Santé et bien-être	18	241 980	
Aménagement, urbanisme et développement	19	957 670	1 593 585
Loisirs et culture	20	10 125 864	9 004 217
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	3 587 298	3 743 346
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	63 556 701	62 299 929
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 156 246	4 365 055
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	113 162 057	109 357 843
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	(204 193)	(560 841)
Solde redressé	28	112 957 864	108 797 002
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	116 114 110	113 162 057

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	17 683 490	16 019 051
Débiteurs (note 5)	2	13 378 525	14 431 303
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	395 109	500 806
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	541 580	485 731
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	474 000	356 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	32 472 704	31 792 891
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 570 108	12 735 937
Revenus reportés (note 12)	12	1 121 785	1 137 940
Dette à long terme (note 13)	13	106 624 130	113 496 026
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	856 437	818 952
	15	121 172 460	128 188 855
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(88 699 756)	(96 395 964)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	202 110 075	206 544 331
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	792 222	793 645
Stocks de fournitures	19	225 691	211 822
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 685 878	2 008 223
	21	204 813 866	209 558 021
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	116 114 110	113 162 057

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations	
		2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 156 246	4 365 055
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(6 098 180)	(6 130 394)
Produit de cession	3	18 476	29 520
Amortissement	4	10 289 065	10 336 935
(Gain) perte sur cession	5	(8 770)	20 494
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	4 200 591	4 256 555
Variation des propriétés destinées à la revente	8	1 423	666
Variation des stocks de fournitures	9	(13 869)	34 684
Variation des autres actifs non financiers	10	321 027	5 767
	11	308 581	41 117
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	30 790	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	7 696 208	8 662 727
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(96 395 964)	(104 609 439)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		(449 252)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(96 395 964)	(105 058 691)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(88 699 756)	(96 395 964)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 156 246	4 365 055
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 289 065	10 336 935
Autres			
- Perte (gain) sur cession	3	(16 302)	20 494
- Redres.+ réduction de valeur	4	89 726	103 955
	5	13 518 735	14 826 439
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	741 262	3 281 701
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	293 326	225 455
Revenus reportés	9	(201 216)	281 108
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(76 022)	(198 623)
Propriétés destinées à la revente	11	1 423	666
Stocks de fournitures	12	(13 869)	34 684
Autres actifs non financiers	13	321 026	5 767
	14	14 584 665	18 457 197
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 098 180)	(6 130 394)
Produit de cession	16	18 476	29 520
	17	(6 079 704)	(6 100 874)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(142 187)	(188 448)
Remboursement ou cession	19	131 247	376 750
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(10 940)	188 302
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	3 261 234	2 157 800
Remboursement de la dette à long terme	24	(10 091 043)	(11 164 629)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(160 286)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	227	222
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(6 829 582)	(9 166 893)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 664 439	3 377 732
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	16 019 051	12 641 319
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	16 019 051	12 641 319
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	17 683 490	16 019 051

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Boisbriand est un organisme municipal constitué en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants:

- Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville : consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 31,16% pour les opérations courantes, et 29,21% pour les postes du bilan;

- Conseil intermunicipal de transport Laurentides : consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 6,08% pour les opérations courantes, et 7,51% pour les postes du bilan;

- Régie intermunicipale du parc du Domaine Vert : participation de 25% en vertu de l'entente intermunicipale relative à la constitution de la régie, comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La quote-part des états financiers de la Régie intermunicipale du parc du Domaine Vert est la suivante:

Actifs financiers	223 538 \$
Passifs	868 696 \$
Actifs non financiers	1 186 738 \$
Excédent (déficit) accumulé	541 580 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Boisbriand, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

D) Passifs

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

E) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	4, 5 et 10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 et 5 à 10 ans
Améliorations locatives	4, 5 et 10 ans
Autres	15 ans

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville et ses organismes contrôlés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante: valeur marchande pour le volet courant et valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur. Nous avons ajusté la valeur des actifs en fonction des cotisations versées d'avance de la Ville en date du 31 décembre 2017.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des taxes de secteur à percevoir et des montants à recouvrer de tiers): sur la durée restante des dettes correspondantes.
 - Avantages sociaux futurs de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville:
 - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres élémentsFrais de financement

Les frais de financement reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 483 061	2 861 532
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 15 200 429	13 157 519
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 17 683 490	16 019 051
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 155 346	760 891
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 3 643 818	3 162 722
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 285	285
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 7 453 702	8 765 881
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 425 879	408 733
Organismes municipaux	15 13 799	173 699
Autres		
- Amendes	16 898 824	1 049 479
- Facturation biens et services	17 942 218	870 504
	18 13 378 525	14 431 303
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 5 872 815	6 339 218
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 5 872 815	6 339 218
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 667 742	658 203
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	395 109	500 806
Autres placements	31		
	32	395 109	500 806
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(382 437)	(462 952)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(382 437)</u>	<u>(462 952)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 365 671	1 571 565
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	3 370	8 282
Régimes de retraite des élus municipaux	42	91 796	92 112
	43	<u>2 460 837</u>	<u>1 671 959</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La Ville de Boisbriand bénéficie d'un crédit d'opérations à demande renouvelable d'un montant de 1 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base. Au 31 décembre 2017, le solde du crédit d'opérations est nul (2016 : nul). Une facilité de crédit Master Card d'un montant de 32 000 \$ est aussi disponible ainsi qu'un crédit de risque de règlement relatif aux transferts de fonds électroniques d'un montant de 275 000 \$.

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base moins ½ pour cent et ne comporte aucune garantie. La régie dispose également d'une facilité de crédit de 50 000 \$. Ces facilités de crédits sont renouvelables annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	3 394 975	4 908 559
Salaires et avantages sociaux	48	2 144 820	2 164 778
Dépôts et retenues de garantie	49	2 686 519	2 366 908
Provision pour contestations d'évaluation	50	1 687 048	1 195 752
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52	9 743	9 743
Autres			
- Organismes municipaux	53	209 772	194
- Intérêts courus dette lg terme	54	631 398	667 503
- Gouv. Québec et ses entreprises	55	21 365	1 475
- Divers	56	1 784 468	1 421 025
-	57		
	58	12 570 108	12 735 937

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	579 698	340 510
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	396 899	569 812
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Facturation biens et services	66	145 188	141 592
- Transfert	67		75 673
- CIT - Billetterie	68		10 353
-	69		
	70	1 121 785	1 137 940

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

					2017		2016	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	4,60	2021	2043	71	105 779 920		113 437 234
Obligations et billets en monnaies étrangères					72			
Gains (pertes) de change reportés					73			
					74			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75	44 516		58 265
Organismes municipaux					76			1 060
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77			
Autres					78	800 000		
					79	106 624 436		113 496 559
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(306)	(533)	
					81	106 624 130		113 496 026

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2018	82	90	9 606 480	98	107	94 281	115	9 700 761
2019	83	91	9 663 707	99	108	94 831	116	9 758 538
2020	84	92	8 597 413	100	109	95 404	117	8 692 817
2021	85	93	8 598 552	101	110	80 000	118	8 678 552
2022	86	94	8 434 768	102	111	80 000	119	8 514 768
2023 et +	87	95	60 879 000	103	112	400 000	120	61 279 000
	88	96	105 779 920	104	113	844 516	121	106 624 436
Intérêts et frais accessoires				105	()		122	()
	89	97	105 779 920	106	114	844 516	123	106 624 436

Note

	2017		2016	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	124	(88 699 756)		(96 395 964)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()	()	
Autres	126	()	()	
	127	(88 699 756)		(96 395 964)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	28 936 815	156	119 481	183		210	29 056 296
Eaux usées	129	111 734 264	157	733 436	184		211	112 467 700
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	102 377 309	158	1 953 638	185		212	104 330 947
Autres	131	49 458 970	159	918 824	186		213	50 377 794
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	28 623 004	161	237 083	188		215	28 860 087
Améliorations locatives	134	153 484	162	14 802	189	19 795	216	148 491
Véhicules	135	10 337 735	163	108 099	190	213 832	217	10 232 002
Ameublement et équipement de bureau	136	7 042 327	164	293 656	191	89 292	218	7 246 691
Machinerie, outillage et équipement divers	137	6 209 739	165	852 766	192	565 584	219	6 496 921
Terrains	138	9 843 755	166		193		220	9 843 755
Autres	139	758 779	167		194		221	758 779
	140	<u>355 476 181</u>	168	<u>5 231 785</u>	195	<u>888 503</u>	222	<u>359 819 463</u>
Immobilisations en cours	141	<u>6 678 533</u>	169	<u>866 395</u>	196		223	<u>7 544 928</u>
	142	<u>362 154 714</u>	170	<u>6 098 180</u>	197	<u>888 503</u>	224	<u>367 364 391</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	5 892 103	171	723 154	198		225	6 615 257
Eaux usées	144	45 021 209	172	2 675 844	199		226	47 697 053
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	48 365 646	173	3 329 607	200		227	51 695 253
Autres	146	29 396 360	174	1 652 077	201		228	31 048 437
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	10 498 982	176	709 585	203		230	11 208 567
Améliorations locatives	149	81 934	177	17 494	204	19 795	231	79 633
Véhicules	150	5 063 908	178	537 104	205	204 127	232	5 396 885
Ameublement et équipement de bureau	151	6 237 252	179	272 030	206	52 673	233	6 456 609
Machinerie, outillage et équipement divers	152	4 314 279	180	372 170	207	368 537	234	4 317 912
Autres	153	<u>738 710</u>	181		208		235	<u>738 710</u>
	154	<u>155 610 383</u>	182	<u>10 289 065</u>	209	<u>645 132</u>	236	<u>165 254 316</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>206 544 331</u>					237	<u>202 110 075</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241	<u>31 434</u>	243	<u>31 434</u>	245	
Amortissement cumulé	239	()	242	(<u>1 572</u>)	244	(<u>1 572</u>)	246	()
Valeur comptable nette	240						247	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250	792 222	793 645
	251	792 222	793 645
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	792 222	793 645

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Terrain football	254	901 117	1 029 848
- Divers	255	285 179	449 644
-	256		
Autres			
- Frais de refinancement	257	499 582	528 731
-	258		
	259	1 685 878	2 008 223

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
Excédent (déficit) de l'exercice	269	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	270	
Placements de portefeuille	271	
Débiteurs	272	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273	
Provision pour moins-value	274	() ()
	275	
	276	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	277	
Revenus reportés	278	
Dettes à long terme	279	
	280	
Solde du Fonds local d'investissement	281	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282	
Supportant les engagements de prêts	283	
Supportant les garanties de prêts	284	
	285	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	()
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****20. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée, d'après des contrats de services et de location à long terme, à verser un montant total de 22 459 245 \$. Les paiements minimums exigibles sont les suivants:

2018	9 498 206 \$
2019	6 442 979 \$
2020	2 497 729 \$
2021	2 062 136 \$
2022	1 498 736 \$
2023	459 459 \$

De plus, la Ville de Boisbriand a conclu une entente pour l'approvisionnement en eau potable avec la Ville de Sainte-Thérèse échéant en 2022. Le coût annuel approximatif à verser à la Ville de Sainte-Thérèse est de 1 200 000 \$.

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, faisant partie du périmètre comptable, a signé des engagements contractuels représentant pour la Ville de Boisbriand des versements minimums exigibles de:

2018	193 641 \$
2019	196 262 \$
2020	181 670 \$
2021	184 398 \$
2022	187 179 \$

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

La Ville de Boisbriand a reçu une requête en mandamus pour émettre un certificat de conformité en lien avec l'exploitation de l'immeuble du requérant, alors que celui-ci ne peut être émis, ne respectant pas la réglementation d'urbanisme et de zonage en vigueur. Une mise en demeure préalable à une réclamation en justice d'une indemnité a été reçue. La Ville de Boisbriand ne croit pas au bien-fondé des demandes et, en conséquence, aucune provision n'a été établie.

Dans le cours normal de ses activités, la municipalité est exposée à diverses autres actions et réclamations. La municipalité conteste le bien-fondé des réclamations en cours et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Des avis de griefs alléguant le non-respect de la convention collective ont été déposés par le Syndicat des employés de la Ville pour un montant total indéterminé. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25. Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données du budget 2017 et des réalisations de 2016 ont été reclassées ou regroupées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	52 142 911	51 510 223	52 181 096			52 181 096
Compensations tenant lieu de taxes	2	829 203	829 445	830 417			830 417
Quotes-parts	3					6 102 828	
Transferts	4	943 103	859 680	958 442		524 242	1 482 684
Services rendus	5	2 599 415	2 870 501	3 194 442		683 313	3 877 755
Imposition de droits	6	2 909 650	2 103 355	3 179 661			3 179 661
Amendes et pénalités	7	2 237 776	1 078 900	2 204 095		1 121 972	2 126 581
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	587 297	600 000	610 794		19 290	630 084
Autres revenus	10	39 485	25 885	97 167		11 836	109 003
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	62 288 840	59 877 989	63 256 114		8 463 481	64 417 281
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					621	
Transferts	15	574 801		2 051 935		11 257	2 063 192
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	79 312					
Autres	18	209 408		176 627			176 627
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					55 847	55 847
	20	863 521		2 228 562		67 725	2 295 666
	21	63 152 361	59 877 989	65 484 676		8 531 206	66 712 947
Charges							
Administration générale	22	9 698 908	8 870 128	9 529 959	528 718		8 859 191
Sécurité publique	23	10 430 885	12 773 202	12 877 104	340 808	7 169 941	14 654 067
Transport	24	6 433 766	7 315 733	6 908 065	4 038 875	1 253 244	11 830 521
Hygiène du milieu	25	9 538 366	10 300 173	9 640 948	3 659 162		13 300 110
Santé et bien-être	26			241 980			241 980
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 543 475	1 624 533	910 619	47 051		957 670
Loisirs et culture	28	7 536 590	8 576 339	8 640 425	1 485 439		10 125 864
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	3 670 234	3 766 945	3 462 105		125 193	3 587 298
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	10 149 027	10 144 104	10 100 053	(10 100 053)		
	33	59 001 251	63 371 157	62 311 258		8 548 378	63 556 701
Excédent (déficit) de l'exercice	34	4 151 110	(3 493 168)	3 173 418		(17 172)	3 156 246

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalisations 2017		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 151 110	(3 493 168)	3 173 418	(17 172)	3 156 246
Moins: revenus d'investissement	2	(863 521)	()	(2 228 562)	(67 725)	(2 295 666)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 287 589	(3 493 168)	944 856	(84 897)	860 580
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	10 149 027	10 144 104	10 100 053	189 012	10 289 065
Produit de cession	5	16 518		6 748	11 728	18 476
(Gain) perte sur cession	6	23 220		(6 748)	(2 022)	(8 770)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	10 188 765	10 144 104	10 100 053	198 718	10 298 771
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	666		1 423		1 423
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	666		1 423		1 423
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			125 705		125 705
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			(7 532)	2 875	(4 657)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	89 078		68 322	2 666	70 988
	15	89 078		186 495	5 541	192 036
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(10 104 137)	(8 934 740)	(8 993 744)	(44 434)	(9 038 178)
	18	(10 104 137)	(8 934 740)	(8 993 744)	(44 434)	(9 038 178)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(828 240)	(201 966)	(758 245)	(152 146)	(911 012)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			179 573		179 573
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 350 000	2 197 111	2 514 604	341 978	2 856 582
Réserves financières et fonds réservés	22	1 360 876	291 390	264 661	(3)	264 658
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(3 267)	(2 731)	(2 741)	(37 118)	(39 859)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 879 369	2 283 804	2 197 852	152 711	2 349 942
	26	2 053 741	3 493 168	3 492 079	312 536	3 803 994
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	5 341 330		4 436 935	227 639	4 664 574

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	863 521	2 228 562	67 725	2 295 666
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(204 864)	(195 344)	()	(195 344)
Sécurité publique	3	(485 533)	(756 556)	(274 717)	(1 031 273)
Transport	4	(2 981 656)	(982 291)	(51 590)	(1 033 881)
Hygiène du milieu	5	(1 453 395)	(1 232 181)	()	(1 232 181)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(12 458)	(16 193)	()	(16 193)
Loisirs et culture	8	(791 154)	(2 589 308)	()	(2 589 308)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(5 929 060)	(5 771 873)	(326 307)	(6 098 180)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(131 550)	(81 421)	(60 766)	(142 187)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 551 800	2 630 496	25 449	2 655 945
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	828 240	758 245	152 146	911 012
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15		65 534		65 534
Excédent de fonctionnement affecté	16		90 000		90 000
Réserves financières et fonds réservés	17	2 105 612	302 409		302 409
	18	2 933 852	1 216 188	152 146	1 368 955
	19	(1 574 958)	(2 006 610)	(209 478)	(2 215 467)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(711 437)	221 952	(141 753)	80 199

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2016</u>	<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 495 279	16 082 920	1 600 570	17 683 490
Débiteurs (note 5)	2	14 179 416	13 383 140	570 016	13 378 525
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	490 334	385 260	9 849	395 109
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			541 580	541 580
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	356 000	474 000		474 000
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	29 521 029	30 325 320	2 722 015	32 472 704
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	11 943 226	11 827 427	1 317 312	12 570 108
Revenus reportés (note 12)	12	1 051 914	1 121 785		1 121 785
Dette à long terme (note 13)	13	113 225 325	106 408 516	215 614	106 624 130
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			856 437	856 437
	15	126 220 465	119 357 728	2 389 363	121 172 460
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(96 699 436)	(89 032 408)	332 652	(88 699 756)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	205 765 069	201 436 889	673 186	202 110 075
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	793 645	792 222		792 222
Stocks de fournitures	19	211 822	225 691		225 691
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 709 528	1 531 652	154 226	1 685 878
	21	208 480 064	203 986 454	827 412	204 813 866
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	5 974 002	9 192 702	401 899	9 594 601
Excédent de fonctionnement affecté	23	3 814 604	2 220 000	339 454	2 559 454
Réserves financières et fonds réservés	24	1 662 509	1 164 976	442	1 165 418
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(14 109)	(11 368)	(425 882)	(437 250)
Financement des investissements en cours	26	193 523	309 067	(164 544)	144 523
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	100 150 099	102 078 669	1 008 695	103 087 364
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	111 780 628	114 954 046	1 160 064	116 114 110

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	17 139 450	16 736 498	21 573 639	19 825 538
Charges sociales	2	4 685 696	4 787 179	6 153 318	4 926 411
Biens et services	3	17 147 099	18 637 636	19 374 121	21 931 934
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	3 286 144	2 986 630	2 992 888	3 259 818
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	215 901	210 570	210 570	209 268
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	291 739	264 905	383 840	274 260
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	7 914 498	6 791 193	688 365	
Transferts	10				
Autres	11	1 552 380	438 743	438 122	263 402
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	325 123	1 148 450	1 186 263	923 410
Amortissement des immobilisations	14	10 144 104	10 100 053	10 289 065	10 336 935
Autres					
- Subventions et dons	15	420 171	190 489	190 489	206 026
- Mauvaises créances	16	15 000	(7 218)	39 155	51 690
- Divers	17	233 852	26 130	36 866	91 237
	18	63 371 157	62 311 258	63 556 701	62 299 929

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 594 601	6 501 474
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 559 454	4 136 839
Réserves financières et fonds réservés	3	1 165 418	1 662 948
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (437 250) (477 109)
Financement des investissements en cours	5	144 523	170 732
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	103 087 364	101 167 173
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	116 114 110	113 162 057
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	9 192 702	5 974 002
Organismes contrôlés ¹	10	401 899	527 472
	11	9 594 601	6 501 474
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Budget d'opération	12	1 010 000	1 950 000
- Autres	13	1 210 000	1 864 604
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	2 220 000	3 814 604
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Régie intermunicip. de police	22	339 454	322 235
-	23		
-	24		
	25	339 454	322 235
	26	2 559 454	4 136 839
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	155 346	243 722
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	912 630	1 381 787
Organismes contrôlés	40	442	439
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45	97 000	37 000
-	46		
	47	1 165 418	1 662 948
	48	1 165 418	1 662 948

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (195 999) ()	(216 415)
Autres	52 (229 883) ()	(246 585)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 (425 882) ()	(463 000)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (425 882) ()	(463 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 (11 368) ()	(14 109)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 (11 368) ()	(14 109)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 () ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	()
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	()
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	()
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	()
Autres	79	()
-	80	()
	81 (437 250) ()	(477 109)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 2 326 507	2 632 208
Investissements à financer	83 (2 181 984) (2 461 476)
	84 144 523	170 732
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 202 110 075	206 544 331
Propriétés destinées à la revente	86 792 222	793 645
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 395 109	500 806
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89 541 580	485 731
	90 203 838 986	208 324 513
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 203 838 986	208 324 513
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (106 624 130) (113 496 026)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (306) (533)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 5 872 815	6 339 218
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 (1)	1
	98 (100 751 622) (107 157 340)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (100 751 622) (107 157 340)
	101 103 087 364	101 167 173

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 2	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Ce résumé des dispositions du régime reflète tous les amendements au régime, jusqu'aux modifications découlant de l'article 24 de la convention collective venant à échéance le 31 décembre 2019 et adoptée le 1er octobre 2013 selon la résolution 2013-10-609 du Conseil de ville de la Ville de Boisbriand, sauf l'engagement de l'employeur à amender le régime pour bonifier la prestation de retraite de certains cadres désignés et la lettre d'entente entre la Ville et le groupe des employés cadres et cadres désignés concernant la prestation de décès et l'établissement d'un fonds de stabilisation. Ces dernières modifications sont présentées dans les derniers paragraphes de la présente description.

Retraite normale

65 ans

Retraite facultative (sans réduction de rente)

Cadres désignés : 58 ans et 80 points

Cadres :

Avant le 1er janvier 1996 : aucune disposition

À partir du 1er janvier 1996 : 58 ans et 80 points

Cols bleus/blancs : 62 ans

Retraite anticipée

Cadres et cadres désignés :

À compter de 55 ans mais avant 80 points :

1/2% par mois pour les 60 premiers mois;

1/3% par mois pour les mois suivants

Calcul du nombre de mois d'anticipation : nombre de mois entre la retraite et 80 points

Cols bleus/blancs :

À compter de 58 ans mais avant 62 ans :

1/3% par mois entre la retraite et 62 ans

À compter de 55 ans mais avant 58 ans :

i) Service antérieur au 1er janvier 2007 :

1/2% par mois* pour les 60 premiers mois

1/3% par mois* pour les mois suivants

*Nombre de mois entre la retraite et 65 ans

ii) Service à compter du 1er janvier 2007 :

1/3% par mois entre la retraite et 62 ans

Créances de rente

Cadres et cadres désignés :

i) Années de service reconnu avant le 1er janvier 1996 : 2 % du salaire de l'année 2001 pour chaque période complète de 4 mois de travail après la date de retraite facultative, l'année de référence est augmentée d'une année.

ii) Années de service reconnu après le 1er janvier 1996 : 2 % des 3 meilleurs salaires précédant la retraite.

Cols bleus/blancs :

i) Années de service reconnu avant le 1er janvier 1990 : 2 % du salaire de l'année 1989

ii) Années de service reconnu entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 2006 : 2 % du

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

salaire de l'année

iii) Années de service reconnu après le 31 décembre 2006 : 1,75 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite

De plus, le participant reçoit une rente temporaire égale à la somme de :

a) 0,5 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2009, et

b) 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 2010

La somme de i) et ii) ne peut être inférieure à 2 % du salaire de l'année 2007 multiplié par le nombre d'années de service au 1er janvier 2007.

Prestation de cessation d'emploi

Au choix :

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

Prestations de décès

Avant la retraite

Participation antérieure au 31 décembre 1989 :

remboursement des cotisations salariales avec intérêts et 60 % de la rente créditée

Participation postérieure au 31 décembre 1989 :

remboursement de la valeur actuarielle de la rente différée

Après la retraite

Cadres désignés : 60 % réversible au conjoint. En l'absence d'un conjoint, la rente est garantie durant 180 versements.

Autres : la rente est garantie durant 120 versements.

Invalidité

Crédits de rente basés sur salaire au début de l'invalidité

Exonération des cotisations salariales

Indexation annuelle-Après la retraite

Cadres et cadres désignés :

Rentes accumulées avant le 1er janvier 1990 : selon l'IPC, maximum 1%

Rentes accumulées entre le 1er janvier 1990 et le 1er janvier 1996 :

selon l'IPC, maximum 3 %

Cols bleus/blancs :

Rentes accumulées après le 1er janvier 2007 : 50 % de l'IPC

Règle du 50 %

Lors de la cessation de service, du décès ou de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50 % de la valeur de toute prestation résultant des années de service reconnu à compter du 1er janvier 1990, autres que celles ayant fait l'objet d'un rachat

Cotisations

Salariales :

i) Cadres et cadres désignés : 9,0 % de son salaire

ii) Cols bleus/blancs :

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2014 : 8,9 % de son salaire (incluant la cotisation au fonds de stabilisation)

À partir de 2015 : 50 % de la cotisation d'exercice totale, incluant la valeur de l'indexation après la retraite. La cotisation au fonds de stabilisation est incluse dans ce montant et la différence constitue la cotisation salariale de base.

Patronale : solde de la cotisation d'exercice (sous réserve d'une utilisation du surplus permise par le régime et la législation) plus cotisations d'équilibre

Fonds de stabilisation (Cols bleus/blancs)

Un fonds de stabilisation est mis en place à compter du 1er janvier 2014. Ce fonds remplace l'indexation garantie des rentes après la retraite. Ce fonds est financé par la différence positive entre le coût du service courant avec une indexation après la retraite égale à 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et le coût du service courant sans une telle indexation.

Le fonds de stabilisation et la cotisation correspondante reliée à l'indexation sont utilisés en priorité pour financer toute perte d'expérience (service à compter du 1er janvier 2014) et tout déficit (service à compter du 1er janvier 2014), le cas échéant. L'indexation accordée par le fonds de stabilisation (service à compter du 1er janvier 2014) est sujette aux limites imposées par les législations applicables. Cette indexation est accordée selon les modalités suivantes :

L'indexation est d'abord accordée pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle, aux rentes servies au cours de cette période. Le taux d'indexation effectivement accordé est égal au moindre de :

Celui obtenu en présumant l'affectation de la totalité du fonds de stabilisation à l'indexation permanente, après la retraite et pour les années postérieures à la date de l'évaluation actuarielle, des rentes créditées à compter du 1er janvier 2014;

Celui obtenu en présumant l'affectation de l'excédent du fonds de stabilisation sur la provision pour écarts défavorables à l'indexation, pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle, des rentes servies au cours de cette période;

50 % de l'IPC de l'année.

Les modifications suivantes ont été apportées au régime.

Amendement pour bonifier la prestation de retraite de certains cadres désignés ayant une participation en tant qu'employé syndiqué :

Modification afin de prévoir une revalorisation des rentes des cadres et cadres désignés ayant des années de service en tant qu'employé syndiqué pour le service antérieur à 2007.

Rente syndiquée pré-2007 revalorisée au salaire syndiqué de 2007

Reconnaissance de l'équivalent d'un mois de service cadre additionnel par année de service syndiquée jusqu'à un maximum de 12 mois.

Lettre d'entente préliminaire dans le cadre de la Loi 15 avec les employés cadres et cadres désignés :

Réduction des bénéficiaires de la forme normale de rente payable à la retraite (rente garantie pendant 10 ans plutôt qu'une rente réversible au conjoint à 60 %) ou une rente garantie pendant 15 ans si le participant n'a pas de conjoint au moment de la retraite rétroactivement au 1er janvier 2014 pour les cadres à l'emploi au moment de la signature de ladite entente.

Instauration d'un fonds de stabilisation rétroactivement au 1er janvier 2014 ayant le même objectif d'indexation que celui des employés syndiqués soit 50 % de l'IPC.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville:

Les dispositions du régime de retraite se trouve dans le rapport financier de la régie.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (462 952)	(661 575)
Charge de l'exercice	4 (2 365 671)	(1 571 565)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 446 186	1 770 188
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(382 437)</u>	<u>(462 952)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 60 679 658	54 881 858
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>62 068 889</u>)	(<u>57 322 755</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 389 231)	(2 440 897)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>1 006 794</u>	<u>1 977 945</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (382 437)	(462 952)
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(382 437)</u>	<u>(462 952)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>60 679 658</u>	<u>54 644 280</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>62 068 889</u>)	(<u>57 322 755</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>1 389 231</u>)	(<u>2 678 475</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 718 012	2 787 765
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>130 008</u>	<u>(527 306)</u>
	20 <u>3 848 020</u>	<u>2 260 459</u>
Cotisations salariales des employés	21 (1 781 474)	(1 330 655)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	23 <u>2 066 546</u>	<u>929 804</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 205 618	79 015
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (35 000)	527 306
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31 <u>2 237 164</u>	<u>1 536 125</u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>3 176 149</u>	<u>3 003 515</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 (3 047 642)	(2 968 075)
Rendement espéré des actifs	34 <u>128 507</u>	<u>35 440</u>
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>2 365 671</u>	<u>1 571 565</u>
Charge de l'exercice		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 468 300	3 310 556
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (2 983 019)	(2 968 075)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 485 281	342 481
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (668 925)	(2 455 479)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 2 938 783	1 768 903
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 41 853 000	54 785 858
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 836 000	752 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 2 260 648	577 048
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,42 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,42 %	5,71 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,24 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,24 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

RÉER collectif - CITL

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108	3 370	8 282

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
 110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>20 137</u>	<u>19 923</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	68 106	67 612
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>23 690</u>	<u>24 500</u>
	115	<u>91 796</u>	<u>92 112</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dettes à long terme	1	106 408 516
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 017 440
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	912 630
Débiteurs	8	5 872 815
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 898 812
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	99 741 699
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
	15	405 863
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	100 147 562
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	151 473
Autres organismes	19	3 016 000
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	103 315 035
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	103 315 035
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2017	2017	2017	2016	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	30 208 965	30 529 206	30 529 206	30 315 585
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	8 921 451	8 971 843	8 971 843	9 170 515
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 459 679	1 471 024	1 471 024	1 565 947
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	40 590 095	40 972 073	40 972 073	41 052 047
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10				
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	2 775 510	2 822 621	2 822 621	2 507 588
Autres					
-Transport en commun	14	1 734 121	1 759 125	1 759 125	1 934 229
-Eau & assainissement	15	4 795 000	5 002 452	5 002 452	4 978 287
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	120 000	136 262	136 262	120 000
Service de la dette	18	1 495 497	1 488 563	1 488 563	1 550 760
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	10 920 128	11 209 023	11 209 023	11 090 864
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	10 920 128	11 209 023	11 209 023	11 090 864
	26	51 510 223	52 181 096	52 181 096	52 142 911

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	3 650		3 636
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	3 650		3 636
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	70 000	68 881	77 675
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	425 000	430 809	417 878
	35	495 000	499 690	495 553
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	498 650	499 690	499 189
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	107 000	107 066	106 257
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	107 000	107 066	106 257
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	223 795	223 661	223 757
	50	223 795	223 661	223 757
	51	829 445	830 417	829 203

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53		18 211	6 375
Sécurité incendie	54			10 509
Sécurité civile	55	24 000	24 000	
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	3 377	9 889	3 324
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		319 653	811 330
Transport adapté	61		41 598	88 040
Transport scolaire	62			
Autres	63		133 762	274 940
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	41 594	51 968	44 096
Traitement des eaux usées	69	78 935	86 389	100 589
Réseaux d'égout	70	41 595	51 968	44 096
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	189 255	179 826	173 720
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	2 232		2 232
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	452	480	722
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	64 669	64 669	73 204
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	88 807	60 278	88 726
Autres	88	5 643	3 520	13 067
Réseau d'électricité	89			
	90	516 559	532 987	1 046 211
				1 734 970

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			660
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	910 905	910 905	924 209
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		11 257	10 132
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	1 131 115	1 131 115	492 119
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			(857 000)
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	9 915	9 915	14 813
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	2 051 935	2 063 192	584 933

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	343 121	425 455	425 455
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137		11 018	8 095
	138	343 121	425 455	436 473
TOTAL DES TRANSFERTS	139	859 680	3 010 377	3 545 876
				2 716 816

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	176 996	134 558	232 912
Sécurité incendie	145	424 626	94 310	94 310
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	601 622	228 868	327 222
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	72 000	1 926	1 926
Autres	153			
	154	72 000	1 926	1 926
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	127 900	136 989	136 989
Réseau de distribution de l'eau potable	156	14 885	14 697	14 885
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	20 000	19 914	19 914
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	162 785	171 600	171 600
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			803
Autres	178			
	179			803
Réseau d'électricité	180			
	181	836 407	402 394	500 748
				364 574

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182	56 057	65 676	49 801
Évaluation	183	21 500	15 399	9 934
Autre	184	159 556	198 800	204 734
	185	237 113	279 875	264 469
Sécurité publique				
Police	186	23 000	23 964	226 998
Sécurité incendie	187	151 290	72 573	121 444
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	174 290	96 537	348 442
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192	10 000	9 305	9 305
Autres	193	9 511	30 754	70 091
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194	11 000	9 615	834 836
Transport adapté	195			56 456
Transport scolaire	196			
Autres	197			48 060
Autres	198			
	199	30 511	49 674	1 018 748
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203	1 375	575	775
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	25 000	282 511	86 260
Matières recyclables	205	7 000	17 003	7 382
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208	9 975	339 670	2 261
Autres	209	5 000	21 082	99 835
	210	48 350	660 841	196 513
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	433 034	433 591	421 640
	219	433 034	433 591	421 640
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	754 331	756 449	683 376
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	19 755	22 688	21 904
Autres	222	336 710	492 393	350 690
	223	1 110 796	1 271 530	1 055 970
Réseau d'électricité	224			
	225	2 034 094	2 792 048	3 305 782
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	2 870 501	3 194 442	3 670 356

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	303 355	431 959	329 451
Droits de mutation immobilière	228	1 800 000	2 747 702	2 580 199
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	2 103 355	3 179 661	2 909 650
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	1 078 900	2 204 095	3 380 117
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	600 000	610 794	602 301
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		6 748	(20 494)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237		7 532	
Contributions des promoteurs	238			79 312
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			129 753
Autres contributions	241	11 020	22 887	14 305
Autres	242	14 865	236 627	157 507
	243	25 885	273 794	360 383
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 186 039	885 629	5 095	890 724	890 724	916 749
Greffe et application de la loi	2	1 662 529	2 792 069	354	2 792 423	1 592 937	2 370 062
Gestion financière et administrative	3	1 323 433	1 226 538	9 851	1 236 389	1 236 389	1 310 413
Évaluation	4	270 000	175 717		175 717	175 717	628 801
Gestion du personnel	5	818 716	786 916	704	787 620	787 620	822 671
Autres							
- Autres	6	3 609 411	3 663 090	512 714	4 175 804	4 175 804	4 177 824
-	7						
	8	8 870 128	9 529 959	528 718	10 058 677	8 859 191	10 226 520
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	6 003 707	5 968 799	1 439	5 970 238	7 406 393	6 964 104
Sécurité incendie	10	6 755 889	6 747 019	339 369	7 086 388	7 086 388	4 822 328
Sécurité civile	11	13 606	161 286		161 286	161 286	18 076
Autres	12						
	13	12 773 202	12 877 104	340 808	13 217 912	14 654 067	11 804 508
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 080 600	2 882 916	3 503 984	6 386 900	6 386 900	6 327 886
Enlèvement de la neige	15	1 947 427	1 938 223	34 461	1 972 684	1 972 684	1 708 795
Éclairage des rues	16	212 036	208 155	313 696	521 851	521 851	554 796
Circulation et stationnement	17	271 052	320 996	14 594	335 590	335 590	341 948
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 804 618	1 519 418		1 519 418	2 402 999	3 416 545
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21		38 357	172 140	210 497	210 497	302 650
	22	7 315 733	6 908 065	4 038 875	10 946 940	11 830 521	12 652 620

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 354 459	1 284 672	342 114	1 626 786	1 626 786	1 738 465
Réseau de distribution de l'eau potable	24	742 792	582 273	358 429	940 702	940 702	1 038 789
Traitement des eaux usées	25	2 547 830	2 543 669	1 328 509	3 872 178	3 872 178	3 924 425
Réseaux d'égout	26	612 024	557 511	1 408 021	1 965 532	1 965 532	2 067 730
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 116 602	921 897		921 897	921 897	746 716
Élimination	28	666 545	692 288		692 288	692 288	663 066
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	581 432	545 844		545 844	545 844	470 539
Tri et conditionnement	30	76 951	58 953		58 953	58 953	73 349
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 122 364	1 072 436		1 072 436	1 072 436	946 565
Traitement	32						
Matériaux secs	33	12 950	9 974		9 974	9 974	10 938
Autres	34	11 865	160 949	6 981	167 930	167 930	140 873
Plan de gestion	35						
Autres	36	99 496					
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	1 197 930	1 059 965	66 638	1 126 603	1 126 603	1 155 383
Autres	39	156 933	150 517	148 470	298 987	298 987	298 295
	40	10 300 173	9 640 948	3 659 162	13 300 110	13 300 110	13 275 133
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41		241 980		241 980	241 980	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44		241 980		241 980	241 980	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	825 091	750 961	43 125	794 086	794 086	800 479
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	587 442	26 501		26 501	26 501	134 158
Tourisme	49						
Autres	50						576 011
Autres	51	212 000	133 157	3 926	137 083	137 083	82 937
	52	1 624 533	910 619	47 051	957 670	957 670	1 593 585

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	494 822	487 764	68 777	556 541	556 541	545 610
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 911 629	1 946 552	191 820	2 138 372	2 138 372	1 854 062
Piscines, plages et ports de plaisance	55	542 988	532 360	55 275	587 635	587 635	182 460
Parcs et terrains de jeux	56	2 423 400	2 286 871	1 041 984	3 328 855	3 328 855	3 309 480
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	356 550	623 291		623 291	623 291	380 864
Autres	59	260 242	238 302		238 302	238 302	220 518
	60	5 989 631	6 115 140	1 357 856	7 472 996	7 472 996	6 492 994
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	633 789	629 680	97 778	727 458	727 458	699 653
Bibliothèques	62	1 619 586	1 587 969	29 805	1 617 774	1 617 774	1 531 810
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	333 333	307 636		307 636	307 636	279 760
	66	2 586 708	2 525 285	127 583	2 652 868	2 652 868	2 511 223
	67	8 576 339	8 640 425	1 485 439	10 125 864	10 125 864	9 004 217
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	3 502 045	3 197 200		3 197 200	3 203 213	3 468 840
Autres frais	70					245	246
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	25 000	11 000		11 000	128 507	35 440
Autres	72	239 900	253 905		253 905	255 333	238 820
	73	3 766 945	3 462 105		3 462 105	3 587 298	3 743 346
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	10 144 104	10 100 053	(10 100 053)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Boisbriand (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2018-04-23

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	52 181 096
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	288 065
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	371 648
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	16 174 851
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	136 262
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>36 529 696</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 408 444 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>3 460 997 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>3 434 720 500</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 0 6 3 5 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	212 678	212 678	102 740
Usines de traitement de l'eau potable	2	27 277	27 277	11 254
Usines et bassins d'épuration	3	134 633	134 633	39 124
Conduites d'égout	4	498 157	498 157	581 093
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	495 104	495 104	1 656 450
Ponts, tunnels et viaducs	7	19 534	19 534	2 207
Systèmes d'éclairage des rues	8	25 713	25 713	86 738
Aires de stationnement	9	149 704	149 704	394 663
Parcs et terrains de jeux	10	1 128 228	1 128 228	443 958
Autres infrastructures	11	290 741	290 741	192 078
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	496 144	496 144	682 588
Édifices communautaires et récréatifs	14	582 760	582 760	390 062
Améliorations locatives	15		14 802	7 463
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			61 593
Autres	17	76 985	185 084	639 478
Ameublement et équipement de bureau	18	243 415	359 454	179 982
Machinerie, outillage et équipement divers	19	864 800	952 167	624 611
Terrains	20	526 000	526 000	34 312
Autres	21			
	22	5 771 873	6 098 180	6 130 394

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	212 678	212 678	102 740
Usines de traitement de l'eau potable	24	27 277	27 277	11 254
Usines et bassins d'épuration	25	134 633	134 633	39 124
Conduites d'égout	26	498 157	498 157	581 093
Autres infrastructures	27	2 109 024	2 109 024	2 776 094
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	2 790 104	3 116 411	2 620 089
	34	5 771 873	6 098 180	6 130 394

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	5 771 873	5 929 060
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	5 771 873	5 929 060

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 381 787	106 409	575 566	912 630
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	14 961 140	976 874		15 938 014
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	90 814 414	1 572 662	8 486 099	83 900 977
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	107 157 341	2 655 945	9 061 665	100 751 621
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 339 218	599 304	1 065 707	5 872 815
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	6 339 218	599 304	1 065 707	5 872 815
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	6 339 218	599 304	1 065 707	5 872 815
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	6 339 218	599 304	1 065 707	5 872 815
	19	113 496 559	3 255 249	10 127 372	106 624 436
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	113 496 559	3 255 249	10 127 372	106 624 436

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	37 602	37 327	37 327
Sécurité publique				
Police	4	5 735 700	5 733 786	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 407 495	369 042	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	10 241	10 166	10 166
Santé et bien-être				
Logement social	16	239 499	237 745	237 745
Autres	17	4 266	4 235	4 235
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21	238 697	159 658	159 658
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	120 499	119 617	119 617
Activités culturelles	23	120 499	119 617	119 617
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 914 498	6 791 193	688 365

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	60,00	35,00	103 651,00	5 745 099	1 631 631	7 376 730
Professionnels	2						
Cols blancs	3	71,00	32,25	130 240,00	4 696 740	1 329 893	6 026 633
Cols bleus	4	73,00	39,75	150 645,00	4 825 358	1 370 422	6 195 780
Policiers	5						
Pompiers	6	42,00	40,00	87 395,00	1 008 837	286 514	1 295 351
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	246,00		471 931,00	16 276 034	4 618 460	20 894 494
Élus	9	9,00			460 464	168 719	629 183
	10	255,00			16 736 498	4 787 179	21 523 677

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		330 286	800 829		1 131 115
Réseau de distribution de l'eau potable	13	16 244		35 724		51 968
Traitement des eaux usées	14	43 195		43 194		86 389
Réseaux d'égout	15	16 244		35 724		51 968
Autres	16	732 324	268 879	687 734		1 688 937
	17	808 007	599 165	1 603 205		3 010 377

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	288 254	263 832
	4	288 254	263 832
Sécurité publique			
Police	5	949	1 270
Sécurité incendie	6	59 500	63 584
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	60 449	64 854
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 166 014	1 228 571
Enlèvement de la neige	11	4 917	8 266
Autres	12	179 008	199 360
Transport collectif	13		
Autres	14	16 606	16 565
	15	1 366 545	1 452 762
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	155 866	204 741
Réseau de distribution de l'eau potable	17	190 346	202 010
Traitement des eaux usées	18	623 881	663 236
Réseaux d'égout	19	359 102	385 295
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	24 458	24 932
Autres	25	4 374	4 515
	26	1 358 027	1 484 729
Santé et bien-être			
Logement social	27	21 491	14 426
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	21 491	14 426
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	13 096	14 553
Rénovation urbaine	32	3 748	4 508
Promotion et développement économique	33		
Autres	34	1 490	375
	35	18 334	19 436
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	299 759	332 748
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	3 596	4 711
Autres	38	45 650	32 736
	39	349 005	370 195
Réseau d'électricité			
	40		
	41	3 462 105	3 670 234

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	87 403	16 881
Conseiller, District 1	1 800	900
Conseiller, District 1	24 280	12 139
Conseiller, District 2	33 124	16 562
Conseiller, District 3	32 432	16 216
Conseiller, District 4	29 945	14 972
Conseiller, District 5	32 216	16 108
Conseiller, District 6	4 161	2 081
Conseiller, District 6	21 763	10 881
Conseiller, District 7	1 800	900
Conseiller, District 7	25 681	13 385
Conseiller, District 8	32 665	16 312

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	900 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ 371 648 \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31
Facteur comparatif de 2017	32
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 _____

b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale 1 33 075 306

Taxes spéciales

Service de la dette 2 8 629 208

Activités de fonctionnement 3

Activités d'investissement 4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette 5 1 382 288

Activités de fonctionnement 6

Activités d'investissement 7

Autres 8

9 43 086 802

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau 10

Égout 11

Traitement des eaux usées 12

Matières résiduelles 13 2 880 303

Autres

- 14 1 914 895

- 15 4 927 172

- 16

Centres d'urgence 9-1-1 17 138 000

Service de la dette 18 1 504 498

Activités de fonctionnement 19

Activités d'investissement 20

21 11 364 868

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative 22

Autres 23

24

25 11 364 868

26 54 451 670

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	68 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	427 500
	9	495 500

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	495 500

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	107 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	107 000

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	223 660
	24	223 660
	25	826 160

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 377 894 653	X 5 0,5691 /100\$	6 13 532 598				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 160 433 900	X 8 0,5691 /100\$	9 913 006				
Immeubles non résidentiels	10 636 783 747	X 11 1,9567 /100\$	12 12 459 855				
Immeubles industriels	13 239 652 800	X 14 2,4953 /100\$	15 5 980 021				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 42 917 300	X 20 1,1382 /100\$	21 488 472				
Immeubles agricoles	22 13 576 800	X 23 0,5691 /100\$	24 77 264				
Total			25 33 451 216	26 (375 000)	27 (50 000)	28 49 090	29 33 075 306
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 2 377 894 653	X 34 0,1457 /100\$	35 3 464 593				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 160 433 900	X 37 0,1457 /100\$	38 233 752				
Immeubles non résidentiels	39 636 783 747	X 40 0,5080 /100\$	41 3 234 861				
Immeubles industriels	42 239 652 800	X 43 0,6477 /100\$	44 1 552 231				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48 42 917 300	X 49 0,2913 /100\$	50 125 018				
Immeubles agricoles	51 13 576 800	X 52 0,1457 /100\$	53 19 781				
Total			54 8 630 236	55 ()	56 ()	57 (1 028)	58 8 629 208

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	□□□□ , □□□\$
Égout	2	□2□2□5 , □0□0\$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□\$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□\$
Matières résiduelles	5	□2□4□1 , □0□0\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Transport en commun résidentiel	131,0000	4	
Transport en commun non résidentiel	483,0000	4	
Transport en commun industriel	1 266,0000	4	
Deuxième collecte d'ordures	167,0000	4	
Conduites d'eau et d'égouts	0,0408	1	
Rejets à l'égout sanitaire charges organ		7	257.60\$ kg/jour
Excédent eau et assainissement	1,1000	5	
Améliorations locales		7	Chaque citoyen paie ses services spécifiques. Les taux varient selon le service de dette à rencontrer. Taux variables.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	54 451 670
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	50 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	375 000

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	16 962 328
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	138 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>37 776 342</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>3 471 259 200</u>
----	----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	1 , 0 8 8 3 /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	15 644 809	7 157 287		613 503	1 146 782	82 998
De secteur	2	259 923	97 822		17 518	65 486	4 740
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	277 076	104 277		18 674	69 808	
Autres	5	2 292 902	446 061			1 217 859	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	18 474 710	7 805 447		649 695	2 499 935	87 738

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	17 045 086	14 049		41 704 514
De secteur	10	935 997	802		1 382 288
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	1 034 663			1 504 498
Autres	13	5 758 208	7 340		9 722 370
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	24 773 954	22 191		54 313 670

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	45 453 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	64 479 620 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	9 532 580 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	3 530 491 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 940, Boulevard Grande-Allée
(no) (rue)
Boisbriand J7G 2J7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 435-1954
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 435-6398
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Lisette Dussault

Téléphone (450) 435-1954
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 435-6398
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ldussault@ville.boisbriand.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Lisette Dussault , atteste que le rapport financier consolidé de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-01 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Boisbriand .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Boisbriand consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Boisbriand détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 3 156 246 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,0635 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-04-30 13:52:37

Date de transmission au Ministère : 2018/05/02